



HAL
open science

Présentation

Gilles Campagnolo, Emmanuel Picavet, Christian Walter

► **To cite this version:**

Gilles Campagnolo, Emmanuel Picavet, Christian Walter. Présentation. Cités : Philosophie, politique, Histoire, 2016, 64 (4), pp.9-14. 10.3917/cite.064.0009 . hal-04515317

HAL Id: hal-04515317

<https://hal.science/hal-04515317v1>

Submitted on 21 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Présentation

Gilles Campagnolo, Emmanuel Picavet, Christian Walter

Dénonciation de la pensée unique et de la finance (ou de la financiarisation de l'économie) vont souvent de pair ; elles proviennent du moins souvent des mêmes sources. C'est le cas en particulier en temps de crise économique, comme celle que nous vivons : le terme de Grande Récession (*Great Recession*) s'est désormais imposé pour la désigner ; il fait clairement écho à la Grande dépression (*Great Depression*) des années 1930. Or il paraît désormais convenu que « notre » crise a frappé à la suite d'excès imputables à « la finance ». Le présent numéro revient sur tous ces termes dont l'association est commune depuis le déclenchement de la catastrophe dite des crédits hypothécaires « *subprime* » en 2008 et dont l'actualité n'a pas cessé d'être brûlante jusque dans la crise résultant de la menace pour l'Union européenne en son entier du risque de non-remboursement des emprunts d'État (*Sovereign debt*) de l'un de ses membres, une première dans le monde dit « industrialisé ».

Il s'agit pour nous de proposer des éléments de réflexion théoriques, historiques, juridiques, comptables permettant à tout un chacun, et pas seulement aux techniciens de chacun de ces domaines de s'y retrouver. Dans la suite d'un questionnement critique déjà engagé¹, le présent numéro propose une sorte d'état des lieux de la « régulation du capital ».

Le dossier entend en effet tirer les leçons de l'attitude du politique face aux crises nées du mouvement historique de la dérégulation financière, porteur de risques inédits pour l'activité et l'emploi. Cette attitude n'est pas seulement porteuse de conséquences pour l'économie. Nous prenons le pari de son importance pour saisir l'évolution du concept même du politique à l'époque contemporaine – un concept profondément remanié par la mise en pratiques des théories de la gouvernance néolibérale, de l'évaluation, de l'efficacité informationnelle des marchés (*informational efficiency* de l'école américaine) et de l'Etat régulateur.

Nous ne pensons pas que ces évolutions soient limitées aux Etat-nations traditionnels ; nous pensons qu'elles engagent aussi d'autres échelons de déploiement de la puissance publique (internationaux ou supranationaux) ainsi que le recours des autorités publiques aux services des agences privées ou l'aval donné à des activités normatrices ou régulatrices de nature privée.

C'est dans cet esprit d'investigation que nous envisageons les problèmes de la délégation de la vigilance et de l'évaluation à des agences de notation privées ; dans les termes de ce que la philosophie nomme aujourd'hui « vertus épistémiques », ne faut-il pas se préoccuper des conflits d'intérêt et de la fragilité de certaines prétentions à l'évaluation ?

L'activité normatrice mérite elle aussi un regard critique. Les IFRS font partie du fameux « mur réglementaire » érigé dans le champ financier, mais leurs fondements épistémologiques (concernant par exemple le statut accordé à l'évaluation des actifs selon la juste valeur ou *fair value*) posent question et peuvent donner à penser qu'un « moule » unique est imposé à des secteurs, des activités, des types d'entreprises dont la diversité est considérable.

Le modèle de marche au hasard et l'hypothèse d'efficacité informationnelle des marchés, dont la trace théorique doit être l'absence de possibilité d'arbitrage avantageux pour les agents, ont joué, par ailleurs, un rôle tout à fait considérable, à l'articulation de la science économique, des pratiques financières et actuarielles, et des modèles dominants d'une «gouvernance» supposée respectueuse de l'autonomie et de l'auto-équilibre des marchés

¹ Outre le présent numéro, voir *Cités*, n° 40, 2010, coordonné par Gilles Campagnolo, Charles Ramond, Jacques de Saint-Victor. La pluralité d'opinions que ce numéro comportait est de mise également dans le présent dossier.

(doctrine dont on connaît la force dans l'Union européenne notamment). Pourtant, le statut scientifique de ces postulats est au mieux ambigu. En outre, les pratiques qui en découlent s'articulent d'une manière fort peu satisfaisante à des principes politiques tels que l'engagement du gouvernement en faveur de la recherche d'une prospérité aux fruits largement partagés, la recherche d'un degré raisonnable de transparence dans les transactions de grande magnitude, la maîtrise des risques supportés par les économies. Ces objectifs importants ne risquent-ils pas d'être sacrifiés dans les évolutions brusques auxquelles on assiste depuis les années 1980 ?

Contrairement à certaines idées reçues, la théorie économique n'est pas seule en cause dans les sources d'inquiétude ou d'insatisfaction. Les approches dominantes du risque, de la régulation, des fonctions de gouvernement, des rapports entre puissance publique et pouvoirs privés méritent aussi toute notre attention. Car ce qui gêne, ou semble gêner une partie de l'opinion et de ses leaders, dans la présente crise, consiste en une certaine incapacité apparente, dans un système de toute évidence en crise, à rappeler des principes d'organisation fondamentaux. En d'autres termes : avant la crise, un pays après l'autre aurait, en suivant les États-Unis (cible de toutes les critiques, mais désormais en passe de sortir de la récession), succombé à la croyance dans une « théorie économique unifiée » dangereuse pour les fondamentaux de l'organisation collective, à base politique ; serait-ce donc là ce qu'on nomme parfois l'économie dite *standard* ou, en anglais, *mainstream* ? Cela signifie-t-il que la crise serait venue frapper d'invalidité la théorie imputée aux auteurs qualifiés, en bloc et de manière assez imprécise, d'« ultra-libéraux », en finance comme ailleurs ? Assiste-t-on à un règlement de comptes entre différentes tendances « économicistes », principalement nord-américaines et européennes ?

Ce qui choque, c'est notamment la manière dont se déroule chez les uns comme les autres le débat et la mise en œuvre médiatique des arguments. A l'heure d'une crise profonde, on dénonce le poids prédominant d'une idéologie – mais la dénonciation est-elle immunisée elle-même, dans ses raisonnements, contre les préjugés ? L'observateur qui ne prend pas parti dans l'incrimination réciproque a besoin des points de vue divers et des rappels aux faits et aux règles, qu'ils soient juridiques, comptables, financiers, historiques. Par exemple, les auteurs dits « libéraux » (encore faudrait-il préciser) auraient-ils véritablement forgé, enseigné et diffusé un *credo* qui méconnaîtrait la réalité diversifiée des peuples, des civilisations et des cultures du monde au bénéfice d'une vision « libérale » unifiée, elle-même centrée sur l'intérêt égoïste des institutions financières ? Pour éviter les simplifications outrancières – c'est-à-dire le « simplisme » – on aura intérêt à interroger le rôle de l'agent et des institutions dans lesquelles il évolue : l'analyse économique dite standard et l'approche historico-institutionnelle sont à mobiliser. Dans cette perspective, chacun des articles du présent dossier vise à favoriser le débat en lui donnant une assise rigoureuse et pluraliste.

Ce tour d'horizon se trouve complété par la présentation dans la rubrique « Vie intellectuelle » du *Le Capital au XXIème siècle* de Thomas Piketty, dont l'audience et l'influence ont été importantes pour le mouvement récent des idées. A travers le retour de la théorie économique à l'étude frontale du « capital » et du fait des faits nouveaux établis à propos de son rendement supérieur à la croissance générale de l'économie, de nouvelles pistes se dessinent pour réformer nos systèmes de financement, d'investissement et de taxation. Au vu de la situation actuelle, les tentatives pour dégager la vie économique des enjeux socio-politiques plus larges paraissent illusoire jusqu'à un certain point. Pour autant, les rapports que la science économique doit entretenir aux autres sciences doivent être déterminés avec précision, tant méthodologiquement qu'épistémologiquement, pour servir la théorie. Il nous a semblé nécessaire de privilégier une réflexion sur les principes qui guident la recherche et l'action, dans l'espoir de contribuer à rapprocher les méthodes et la décision.